

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

MARDI 11 MARS 2014

N° 17.849

Conséquence de la suspension de l'éco-tax

Plus de 100 projets remis en cause

La suspension de l'éco-tax remet en cause plus d'une centaine de projets de transport pour plus de 6 milliards d'investissements. Dans ces conditions de restriction budgétaire, la réalisation d'une route en mer apparaît bien comme une illusion.

16 projets de tramways, 52 bus à haut niveau de service, 2 métro, 5 téléphériques, 2 tram-train, 4 navettes maritimes ou fluviales, 6 projets multimodaux et 19 projets de mobilité durable: c'est le décompte d'une première liste qu'a dévoilé France-Info la semaine dernière. Tous ces projets sont remis en cause parce que le gouvernement a décidé de suspendre l'application de l'éco-tax. Cet impôt devait rapporter dès cette année 900 millions d'euros. Sur cette somme, 750 millions devaient revenir à l'Agence de financement des infrastructures des transports de France.

"Libération" du 3 mars explique que l'État ne compensera qu'à hauteur de 320 millions. Il faut donc trouver ailleurs 430 millions d'euros pour démarquer les chantiers prévus cette année. Ce sont 6 milliards d'investissements qui sont remis en cause. Faute d'éco-tax, il est difficile de croire que les Régions, Départements ou Intercommunalités vont financer à la place de Paris le manque à gagner. Les collectivités sont confrontées à des restrictions justement imposées par l'État qui baisse ses subventions. Elles sont donc face à un double désengagement du pouvoir central.

50 milliards d'économies

Pour le moment, d'ores et déjà plusieurs projets prévus pour l'Outre-mer sont remis en cause. C'est tout d'abord le tramway de Guadeloupe. C'est aussi le cas de deux lignes de bus en Guyane. La Réunion n'est pas épargnée dans cette première liste. Car y figurent l'extension du TCSP de la CINOR vers l'Est, un itinéraire de bus du TCO entre La Possession et Le Port, le TCSP de Moufia à Saint-Denis, et l'aménagement pour les bus de l'entrée Ouest de Saint-Louis par la CIVIS.

Cette annonce intervient dans un contexte de restrictions budgétaires. Le gouvernement compte appliquer un plan d'économie de 50 milliards d'euros d'ici 2017. Il ponctionnera donc les services publics et aussi les dotations aux collectivités. De plus, un sondage publié la semaine dernière tente



Le projet d'extension du tram de Strasbourg suspendu. La décision du gouvernement est prêt à sacrifier une centaine de projets importants en France. Cela peut coûter leur réélection à des maires sortants de la majorité. Qui peut croire que Paris aura encore de l'argent pour payer la route en mer?

d'accréditer l'idée selon laquelle l'opinion adhère à ce plan: 70% des personnes interrogées approuvent les 50 milliards d'économies.

Même la Guadeloupe n'est pas épargnée

A deux semaines des municipales, c'est une bombe qui vient d'éclater. Ainsi quand le candidat socialiste à Saint-Denis promet la construction d'un téléphérique, comment va-t-il le financer? Depuis l'arrivée au gouvernement de Victorin Lurel, ce dernier a été plusieurs fois accusé de privilégier les Antilles au détriment de La Réunion, alors que notre île représente la moitié de l'électorat de l'Outre-mer. Or, même la présence d'un Guadeloupéen dans un gouvernement ne constitue pas une assurance tout risque. La Guadeloupe n'est pas épargnée par le désengagement de l'Etat. Un projet aussi important qu'un tramway est remis en cause.

Combien vont alors peser les projets réunionnais dans les arbitrages? En tout état de cause, le projet de route en mer entre Saint-Denis et La Possession est de jour en jour de plus

en plus indéfendable. Toutes les régions de France sont concernées par la remise en cause de multiples projets. Cela suscite une grande émotion dans les villes concernées. Les candidats de la majorité craignent d'y subir un vote sanction à cause de la décision du gouvernement.

L'illusion de la route en mer

Pendant ce temps, le projet de Didier Robert a déjà comme réputation en France d'être la route la plus chère de la République, alors qu'elle ne fait que doubler un itinéraire déjà existant. L'opinion en France pourra-t-elle accepter l'arrêt de nombreux chantiers et l'an-

nonce du gaspillage de plusieurs milliards à La Réunion?

Un aspect important à prendre en compte est l'annonce du prochain remaniement ministériel. Son objectif est un resserrement du gouvernement, donc une diminution du nombre de ministres. Dans ces conditions, se pose la question du maintien dans la nouvelle équipe d'un ministre des Outre-mer. Si le remaniement se confirme, alors la route en mer perdrait son soutien au gouvernement.

Rappelons qu'à la différence de tous les projets menacés aujourd'hui, celui du tram-train n'avait rien à voir dans son financement avec l'éco-tax.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Six ans pour régler le problème de l'eau

En 2015 doit se tenir dans l'aéroport du Bourget près de Paris, une conférence internationale sur le climat. L'objectif est de trouver un nouvel accord pour succéder au Protocole de Kyoto. L'accord de Kyoto prévoit que les pays d'Europe, d'Amérique du Nord ainsi que le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande, s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en dessous du niveau de 1990 d'ici 2012. Signé en 1997, ce traité est entré en vigueur en 2005. Entre temps, les Etats-Unis, signataires du traité, ont refusé de le ratifier. Faute d'accord pour lui succéder, le Protocole de Kyoto a été prolongé. Mais en 2015, c'est la dernière échéance. Il faudra alors trouver un nouveau compromis.

C'est dans ce but qu'a commencé hier à Bonn un premier round de discussion. Les négociateurs vont fixer les premières orientations de Paris 2015. «Une attention particulière sera accordée au potentiel des énergies renouvelables comme l'énergie solaire et éolienne et l'efficacité énergétique devant déboucher sur des résultats concrets axés sur l'action», a indiqué le secrétariat de la Conférence des Nations unies sur le Changement climatique. La secrétaire exécutive, Christiana Figueres, fait le constat de la situation: «nous sommes au plus haut niveau des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère durant les 800.000 dernières années et nous n'avons pas encore commencé à fléchir la courbe vers le bas». Le défi est urgent car «avec l'accélération des effets des changements climatiques, 2014 doit être une année d'actions accélérées et d'ambitions réalisées sur les progrès des changements climatiques».

Pour l'heure, ce sujet semble bien loin des préoccupations mises en avant dans les médias. Et pourtant, tous ceux qui concourent pour un mandat municipal seront, d'ici 2020, confrontés aux conséquences du changement climatique. Car les effets commencent déjà à peser. La sécheresse est en passe de devenir la norme à La Réunion. La population va continuer à augmenter. La demande va donc augmenter, tandis que la ressource ne connaîtra pas la même tendance. L'eau est déjà un problème dans de nombreux écarts, et l'an passé il a fallu remettre des citernes dans les quartiers à cause de la pénurie.

Les équipes qui arriveront au pouvoir d'ici la fin du mois seront sans doute les dernières qui auront la possibilité d'anticiper les pénuries que nous pourrions ressentir. Mais pour relever le défi, ils devront remettre en cause un modèle de distribution et de consommation qui n'est pas adapté à notre réalité. Arriveront-ils à agir avant que le problème de l'eau n'aggrave encore plus la crise structurelle de La Réunion?

J.B.

Retour sur le débat du 26 février au Sénat

L'incapacité du modèle à répondre aux inégalités

A la base de la crise de La Réunion, l'inégalité des revenus instituée par un gouvernement et pérennisée par tous les autres. Cette question a été évoquée lors du débat au Sénat.

Mardi dernier lors d'une conférence de presse, Paul Vergès est revenu sur le débat du 26 février au Sénat. Pour la première fois, la Haute assemblée avait décidé de consacrer une séance spéciale aux Outre-mer. C'était le résultat d'une initiative du sénateur de La Réunion. Cette première pourrait être amenée à se répéter chaque année, car cela permettrait aux sénateurs et à l'opinion publique en France de connaître quels sont les défis spécifiques de nos pays.

Après les différentes interventions, c'est le ministre des Outre-mer qui a conclu. Il voulait répondre point par point aux nombreuses interpellations des parlementaires. Mais il a été rappelé à l'ordre par le président de séance. C'est pourquoi dans une grande partie, l'intervention de Victorin Lurel s'est concentrée sur la réplique aux arguments de Paul Vergès.

Pour la clarté du débat politique à La Réunion, il est important de revenir sur plusieurs réponses du ministre. Elles dénotent la manière dont La Réunion est vue par un représentant du gouvernement. Elles donnent tout d'abord une idée de la réelle connaissance de nos problèmes par un représentant de Paris, ainsi que de la manière dont il présente les propositions qui sont faites par les Réunionnais.

Aujourd'hui, voici comment un ministre de la République considère le problème de l'inégalité des revenus à La Réunion, une des bases de la crise que connaît le pays.

Voici donc les propos tenus par Victorin Lurel le 26 février au Sénat :

«Par conséquent, nous sommes opposés à certaines de vos propositions, monsieur le sénateur, comme je viens de le dire devant une autre assemblée. Je pense notamment à la suppression des sur-rémunérations des fonctionnaires: cette proposition, que vous partagez avec, notamment, des acteurs du monde des entreprises, a été écartée par le Président de la République lui-même lors de la campagne présidentielle.

Un gouvernement de gauche ne reviendra pas sur les acquis sociaux des agents en poste, d'autant qu'ils ne

nous semblent pas être la cause de tous les maux outre-mer. C'est, bien au contraire, la consommation qui est l'un des principaux moteurs de l'économie outre-mer. Monsieur le sénateur Vergès, je rappelle que nous avons toujours, depuis 1946, mené une politique de la demande outre-mer: peut-être faudrait-il aussi lancer une politique de l'offre, mais ce n'est pas à Paris que l'on en décidera.

En tout état de cause, remettre en cause les sur-rémunérations serait porter un coup sévère et durable à la croissance, pis encore au développement économique. Il faut bien y réfléchir avant d'envisager un tel changement.»

Notre commentaire :

1. Comment Victorin Lurel peut-il dire que Paul Vergès veut supprimer la sur-rémunération ?

Tout d'abord, il est faux de prétendre que Paul Vergès souhaite la suppression de la sur-rémunération. Bien au contraire, le sénateur de La Réunion ne cesse de mobiliser pour que les fonctionnaires ne soient pas les boucs-émissaires de l'échec de plus de 60 ans d'application mécanique de l'intégration.

La sur-rémunération est le résultat d'une décision d'un gouvernement. Quand les Réunionnais revendiquaient l'égalité avec la France prévue dans la loi du 19 mars 1946, Paris a pris alors une très lourde responsabilité. Le gouvernement a choisi de refuser l'égalité aux travailleurs du secteur privé, et d'étendre à 2.000 fonctionnaires le bénéfice du supplément colonial qui n'était alors versé qu'à quelques dizaines de hauts fonctionnaires à La Réunion.

Cette mesure allait être le point de départ d'une inégalité institutionnalisée entre deux parties de La Réunion: d'un côté les bénéficiaires d'un statut post-colonial, et de l'autre l'immense majorité à qui l'égalité avec la France était refusée.

Avec l'accroissement de la population, le nombre de personnes touchant la sur-rémunération se compte aujourd'hui par dizaines de milliers. Et ce système a été étendu dans les entreprises publiques, le secteur parapublics et dans quelques conventions collectives du privé.

De plus en plus à Paris, des parlementaires et des représentants de hautes institutions remettent en

cause la sur-rémunération. Ils estiment que ce système est maintenant totalement injustifié, d'autant plus qu'avec la crise, la sur-rémunération est présentée par la presse parisienne comme un avantage faisant des fonctionnaires des privilégiés.

C'est pourquoi face à cette menace, Paul Vergès appelle à la concertation pour organiser les fonctionnaires. De ce débat pourront sortir des propositions qui ne remettront pas en cause les situations personnelles des agents qui touchent déjà la sur-rémunération. Cela vise à anticiper toute décision brutale de Paris qui a déjà été capable dans le passé de diminuer le salaire des fonctionnaires sans aucune contrepartie.

2. Pourquoi La Réunion n'est-elle pas devenue une grande puissance économique grâce à la sur-rémunération ?

C'est en effet la question qui se pose à la lecture de la réponse de Victorin Lurel. Ce dernier estime que la sur-rémunération est un atout pour le développement économique. Car d'après lui, elle soutient la consommation et donc la croissance.

Comment dans ce cas expliquer que La Réunion ne soit pas devenue une grande puissance économique?

Depuis l'extension de la sur-rémunération à l'ensemble des fonctionnaires titulaires, ce sont des sommes considérables qui ont été versées chaque année à des habitants de La Réunion. Aujourd'hui, ce sont plusieurs centaines de millions d'euros qui arrivent par la sur-rémunération. Mais pendant ce temps, le chômage n'a pas cessé d'augmenter. Il manque au moins 20.000 logements, et la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

C'est la conséquence de décisions politiques qui ont rayé de la carte la quasi-totalité de notre industrie. Aujourd'hui, plus de 80% de l'économie dépend du secteur des services.

Manifestement, la sur-rémunération n'a pas permis d'aider à la résolution de problèmes aussi fondamentaux.

Et d'ailleurs, si ce modèle de soutien de la consommation par la sur-rémunération était aussi vertueux, pourquoi ne se serait-il pas étendu à la France?

M.M.

Pour continuer le combat des Portoises et des Portoises en faveur de la transformation de leur ville

Un soutien fort des élus sortants à l'équipe de Loulou



Pas moins de 19 élu(e)s sortant(e)s de l'équipe de Jean-Yves Langenier ont exprimé hier devant les journalistes leur «soutien unanime et déterminé» à la nouvelle équipe soutenue par le PCR et conduite par Henri Hippolyte. (photo A.D.)

Un nouvel événement important s'est déroulé hier matin, au siège de la Section communiste du Port, dans le cadre de la campagne électorale des municipales pour la victoire de la liste d'union démocratique conduite par Henri Hippolyte. En effet, pas moins de 19 élu(e)s sortant(e)s de l'équipe de Jean-Yves Langenier — y compris le futur et brillant ex-maire — ont rencontré les journalistes pour leur faire part de leur «soutien unanime et déterminé» à la nouvelle équipe soutenue par le PCR.

Autour de Jean-Yves Langenier, il y avait bien sûr Loulou, celui qui est appelé à être le futur maire du Port, mais aussi Michel Séraphine, l'ex-secrétaire général de la Fédération CGTR Ports et Docks, Virgil Rustan, le secrétaire de la Section portoise du PCR, ainsi qu'une quinzaine d'autres élu(e)s ayant souhaité passer le relai à d'autres militants pour assumer les tâches municipales. Ce passage de relai se situe dans le cadre d'un renouvellement très important de la future municipalité, qui va continuer le combat au service de la population du Port et de la transformation de la ville, lancée par l'équipe de Paul Vergès en mars 1971.

Jean-Yves Langenier a souligné que durant ce mandat de transition qui se termine, il a créé avec ses camarades «les conditions pour soutenir ce combat de la nouvelle équipe, qui pourra assurer au mieux la relève; une équipe soudée et cohérente au service de la population». Michel Séraphine et Virgil Rustan ont mis l'accent sur «la solidarité des élus sortants avec l'équipe de Loulou afin de respecter leurs engagements», en étant fidèles à la lutte du PCR pour la libération du peuple réunionnais.

D'autres membres de la municipalité actuelle au terme de leur mandat sont intervenus. Comme Simone Biedinger, conseillère municipale déléguée au vélo,

qui a signalé que dans l'équipe de Loulou, il y a déjà au moins deux futurs élus qui sont compétents pour promouvoir les déplacements à vélo au Port et à La Réunion, et qui vont donc continuer l'œuvre accomplie au cours des décennies passées.

«Les Portoises et le progrès social au cœur de notre action»

Il y a eu également une intervention d'Haribou Zoubert, enseignant et militant politique d'origine comorienne, qui depuis son arrivée à La Réunion en 1973 a participé à l'entente entre Portoises et Portoises, et qui «pour faire vivre toujours mieux notre société réunionnaise», va continuer à exprimer sa solidarité «en soutenant les projets de Loulou et de son équipe».

Henri Hippolyte a exprimé ses remerciements chaleureux à tous ces camarades qui resteront présents autour de lui. Pour Loulou, «voilà une famille politique portoise très soudée et solidaire de la population, car les Portoises et le progrès social sont au cœur de notre action».

Sainte-Suzanne : les jeunes s'engagent avec Maurice Gironcel

Maëva et William de Bagatelle



«Maurice Gironcel la fé beaucoup pour le développement de Sainte-Suzanne c'est pour ça que li lé LE candidat pour not'ville. Nous retrouve à nou complètement dans son engagement, not'soutien envers li lé total. Nous na confiance en l'homme, en ses projets. Par le passé li la démontré, d'ailleurs li démontre toujours, que son implication pour Sainte-Suzanne lé sans faille. C'est un homme à l'écoute de sa population, un maire de proximité. En temps que jeune nou sent à nou écouter, nou lé même surpris défois de voir à li aussi proche de nous, et y fé du bien! Maurice Gironcel sé le meilleur pou Sainte-Suzanne, li mène une politique qui corres-

pond à nos attentes, li doit continuer ainsi, nou sra toujours ek li. Nou militant de la nouvelle génération c'est Maurice Gironcel que nou soutient, li représente l'AVENIR de Sainte-Suzanne. Ce que li propose lé comme une évidence, y fé à nou du bien d'écoute à li, li lé comme un visionnaire, li connaît ce que li veut pour Sainte-Suzanne, pour sa jeunesse, pour l'éducation, pour le bien être de la population. Nou suivre à li depuis toujours car nou partage ses mêmes convictions. Gironcel lé un Grand Monsieur, nou respecte sa force et son courage mais avant tout nou respecte et nou partage sa vision pour le développement de Sainte-Suzanne.»

Elections municipales

Réunions publiques avec Paul Vergès

**Ce soir à 19h
Saint-Louis ville
près de l'église**

**Demain à 18h30
La Possession**

Tous aux meetings !

Référendum dimanche en Crimée

L'Ukraine déchirée

Dimanche 16 mars aura lieu le référendum sur le statut de la Crimée, soit elle se rattache à la Russie, soit elle reste en Ukraine, en élargissant son autonomie. Pour le président russe, Vladimir Poutine, la Crimée a le droit d'être rattachée à la Russie, mais il n'exclut pas une «solution diplomatique» à la crise ukrainienne.

De son côté, le nouveau gouvernement d'Ukraine veut accélérer son rapprochement avec l'Union Européenne. En effet, les volontés séparatistes ne cessent de gagner du terrain dans l'Est du pays, zone frontière avec la Russie. Cependant, la diplomatie occidentale reste mitigée face aux agissements des forces russes.

11 milliards d'aides européennes

Le ministre ukrainien des affaires étrangères par intérim Andriï Dechtchitsa a déclaré le 9 mars à la télévision qu'un accord d'association entre son pays et l'Union européenne, devrait être signé le 17 ou 21 mars, au lendemain du référendum en Crimée. En suspend depuis cinq ans, le volet politique de cet accord prévoit une aide européenne destinée au développement social, à la protection sociale, à l'égalité des droits, à l'éducation, à la jeunesse et/ou à la coopération culturelle.

Cet accord avait été refusé par l'ancien président Viktor Ianouko-

vitch en novembre, déclenchant le mouvement de protestation entraînant sa chute du pouvoir. L'accord met en avant le modèle européen, et inscrit selon l'Agence France Presse, «les valeurs de l'UE en principes, comme la démocratie, l'Etat de droit ou le développement durable, et comporte des dispositions sur la mobilité».

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a officiellement relancé le processus le 6 mars, en annonçant à la presse la signature de l'accord avant l'élection présidentielle, prévue le 25 mai. Pour sa part, le président français François Hollande a ajouté que l'accord était «prêt à être mis en œuvre tout de suite».

Le plan global d'aide mit en avant par José Manuel Barroso, président de la Commission Européenne, s'articule autour d'une aide financière d'onze milliards d'euros, pour les deux prochaines années, afin d'éviter la faillite au pays. Cependant, en «contrepartie de cet argent l'Ukraine s'engage à des réformes, qu'elle mette en place un gouvernement inclusif, que le gouvernement soit prêt à faire le meilleur usage de cet argent. Et j'espère que l'Ukraine

signera un accord avec le FMI», a indiqué le président de la Commission européenne.

Une diplomatie impuissante

Les 54 observateurs internationaux dépêchés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) n'ont pas pu entrer en Crimée, pour la 3ème fois, à cause des menaces d'hommes armés. Normalement, l'objectif de cette mission, soutenue par Barack Obama, est de prôner le dialogue pour réduire les tensions, mais les partisans de Moscou dénoncent des observateurs au service des américains.

Souhaitant une «solution diplomatique», le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu avec la chancelière allemande Angela Merkel et le premier ministre britannique David Cameron, estimant que les autorités prorusses de Crimée étaient «légitimes». Défendant le droit de la Crimée à être rattachée à la Russie, le gouvernement russe avait prévu «un gros budget, environ 40 milliards de roubles», pour soutenir le développement de la Crimée, selon une source parlementaire de l'AFP.

La situation est imbroglio diplomatique, si bien qu'Angela Merkel a répété à Vladimir Poutine que le référendum était «illégal». Une position partagée par le président Barack Obama les premiers ministres britannique et italien, David Cameron et Matteo Renzi, et le président français, François Hollande. Tous ont réaffirmé, par la voie d'un communiqué de presse publié par Washington, leur «grave préoccupation devant la violation claire du droit international par la Russie». La solution prônée pour l'heure par l'Occident reste les sanctions «qui affecteraient sensiblement les relations entre la communauté internationale et la Russie, ce qui n'est dans l'intérêt de personne», selon l'Elysée.

En réponse à ces menaces de sanction, le ministère russe de la défense a laissé entendre une suspension des inspections étrangères de son arsenal d'armes stratégiques, y compris les missiles nucléaires, en réponse aux «menaces» venant des Etats-Unis et de l'OTAN.

Céline Tabou



Manifestation en Crimée. (photo Andrew Butko)

Vers un rattachement de l'est du pays à la Russie ?

Des rassemblements de pro et anti Moscou ont eu lieu, le 9 mars, jour anniversaire du poète et symbole de l'indépendance ukrainienne Taras Chevtchenko. Dans tout le pays et notamment en Crimée, où des heurts ont éclaté, les partisans de Kiev s'étaient réunis devant des statues de Chevtchenko, et les prorusses, devant des statues de Lénine.

Dans la région de Crimée, plusieurs centaines de personnes ont affiché leur soutien à Kiev dans les rues de

Simferopol et à Sébastopol. Dans cette dernière ville, des hommes armés de matraques et de fouets ont attaqué le service d'ordre qui protégeait le rassemblement des pro-Kiev.

De plus en plus de vielles de l'Est de l'Ukraine se mobilisent pour demander un rattachement à la Russie, comme Donetsk, où les manifestants veulent le rattachement de la province du Donbass à la Russie. Cent-cinquante kilomètres plus à l'est, à Lougansk, les

manifestants pro-russes ont demandé au gouverneur de démissionner, selon les médias locaux. Bien loin de quitter le pays, les forces russes s'intensifient en Crimée, avec l'entrée d'une soixantaine de camions militaires russes par voie terrestre et maritime, selon les gardes-frontières ukrainiens. Le général Mykola Kovil, haut responsable des gardes-frontières, a récemment indiqué à la presse que près de 30.000 soldats se trouvaient désormais en Crimée.

Otè!

Libèrté mi ékri ton nom, mi kriy ton nom ... mé na pòin pèrsone pou antann amoin bien!

Matante Zélida la ékri Justin:

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité,

Na in n'afèr mi pé dir aou, dsi La Frans épi dsi nou mèm épi ankor dsi la libèrté. Fransh vérité, mi pé dir aou, lsi La Rényon nou sé in kartyè d' libèrté. Kan mi konpar nout sityasion avèk sète d'ot péi, é bin mi pé dir aou moin lé kontan d'ète fransé, mèm si, konm mi oi, na in pé i anprofite la sityasion épi i bénéfisyé d'in libèrté zot i mérite mèm pa. I fé riyin, sak i kont sé la libèrté ni bénéfisyé an zénéral. Moin sar pa asé kriyèl pou rapèl aou, bann rouj-de-fon, na pòin si lontan ké sa, téi vé krash dsi la libèrté, pars zot téi vé kas lo gatir i rotien anou avèk La frans. Tan my zot la gingn zot gouté é bann bon fransé la ranporté. Tok! Pran sa pou toué!

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr,

Mi pé dir aou ou na in pé rézon é ou na in bonpé tor. Pou kosa mi di sa? Matant, ou la fine obliyè lo tan La Frans la roganiz la frod zéléksyon isi? Ou la fine obliyè kan nèrviss, kass an fèr, épi tout sort kalité la polis té i fé la vyolans épi la réprésyon. La pa pou sa d'après ou zordi ankor nana in bonpé kréol nana la pèr dann kèr? Ou i souvien pa Paul Vergès la fé vinn-sèt moi la klandéstitinité pou konbat la réprésyon? Ou i souvien pa? M'a dir aou fransh vérité listoir va rokonète sak ni doi gran bononm-la? Son l'intansion lété touzour pou élarzi léspas la libèrté ké diminyé... mi pé dir aou... Lé vré nout ka lé méyèr, zordi ké lo ka in bonpé péi, mé konm di lo kont la pa donn anou vréman sa, nou té blizé vanjé pou an avoir, zour pou zour, pyé a pyé, in bann zané, dsi plizyèr zénérasyon. Mé, mi asir aou matant zordi nout libèrté é nout dignité lé an danzé. Pou kosa? Pars nana dessèrtin mèr, zordi ankor, épi désèrtin sèrviss, san konté bann magouyèr tout kalité, i kraz la dignité bann rényoné. In sinp légzanp, vi ké nou lé dann pèryod zéléksyon: konbien d' moun lé blijé donn zot kour pou rényon, pars lo mèr la desidé. Sak mi di la pa in mantri, mé in vérité. Kan ou la pòin lindépan-dans ékonomik, lé dir pou di, mé ou lé pa dann in péi libèrté, ou lé pa non pli dann in péi la dignité. Ou i vé, ou i vé pa, mé lé konmsa é pa otroman! Tok, pran sa pou ou!

Justin

NB Zis in pti zistoir: na in mèr La Rényon, la bril la paye sanm son l'adzoin. Donk son l'adzoin la di li prézant pi zéléksyon dsi lo lis ofisyèl lo mèr. Bon pou sa mèm! Sof ké lo mèr la vni fé in rényon la kaz la famiy lo ladzoin é son vyé papa konm lo vyé momon la pa gingn rofizé, L'amèrtime dann kèr, la tristès osi, la ont pétète in pé. Libèrté? mi ékri ton nom, mi kriy ton nom, mé kisa i antann amoin ankor bien zordi?